



**Rapport de mission de repérage des matériaux et produits
contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique
«amiante»**
Selon liste(s) A et B



Nom de l'établissement ou du site
UT n° 000254D BAT n° B 018

Articles R.1334-14, R.1334-17 et 18, R.1334-20 et 21, R.1334-29-5 du Code de la Santé Publique (introduits par le Décret n°2011-629 du 3 juin 2011) ;

Arrêtés du 12 décembre 2012 (Liste A&B) et arrêté du 21 décembre 2012 ;

A	INFORMATIONS GENERALES	
A.1	DESIGNATION DU BATIMENT	
<p>Numéro d'UT : 000254D Cat. du bâtiment : Autres Numéro de Bâtiment : B 018 Référence Cadastre : 000ZB - 0116 Date du Permis de Construire : 01/01/1969 Adresse : rue de la Gare 52150 LEVÉCOURT</p> <p>Dénomination (Libellé du bâtiment) : LEVÉCOURT EX GARE - EMC2 Fonction principale du bâtiment (Destination du bien) : BAT FRET - ENTREPOT Propriété de : SNCF RESEAU 12 Rue Jean-Philippe Rameau 93148 LA PLAINE SAINT DENIS</p>		

A.2	DESIGNATION DU DONNEUR D'ORDRE
<p>Nom : ESSET au nom et pour le compte de SNCF RESEAU Documents fournis : Néant Adresse : Cité Park - Bat F 23 Avenue de Poumeyrol 69300 CALUIRE-ET-CUIRE Moyens mis à disposition : Néant</p>	

A.3	EXECUTION DE LA MISSION	
<p>Rapport N° : RR_000254D_BB 018 _2025_V1 Date de commande : 09/09/2025 Le repérage a été réalisé le : 09/09/2025 Par : Tarek BOUFATIS N° certificat de qualification : CPDI4953 Date d'obtention : 30/11/2023 Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par : I.CERT Parc EDONIA - Bat G rue de la Terre Victoria 35760 SAINT-GRÉGOIRE</p>	<p>Date d'émission du rapport : 29/09/2025 Accompagnateur : Alain HUSSON Laboratoire d'Analyses : Agence ITGA Rennes R laboratoire Adresse laboratoire : Parc Edonia - Bât. R Rue de la Terre Adélie 35760 SAINT-GRÉGOIRE Numéro d'accréditation : 1-5967</p>	<p>Organisme d'assurance professionnelle : ALLIANZ Adresse assurance : CS 30051 1 Cours Michelet 92076 PARIS LA DEFENSE CEDEX, FRL00025325 N° de contrat d'assurance : Date de validité : 31/12/2025</p>

CONCLUSION

Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante

B	CACHET DU DIAGNOSTIQUEUR
<p>Signature et Cachet de l'entreprise</p> 	<p>Date d'établissement du rapport : Fait à METZ le 29/09/2025 Cabinet : TUV SUD FRANCE SAS - Agence de METZ Nom du responsable : Sébastien BILLON-LANFRAY Nom du diagnostiqueur : Tarek BOUFATIS</p>

Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité, et avec l'accord écrit de son signataire.



**Rapport de mission de repérage des matériaux et produits
contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique «amiante»**
Selon liste(s) A et B

Mise à jour du :
29/09/2025

Nom de l'établissement ou du site
UT n°000254D BAT n°B 018

C SOMMAIRE

INFORMATIONS GENERALES	1
DESIGNATION DU BATIMENT	1
DESIGNATION DU DONNEUR D'ORDRE	1
EXECUTION DE LA MISSION	1
CACHET DU DIAGNOSTIQUEUR	1
SOMMAIRE	2
PROGRAMME DE REPERAGE	5
LISTE A DE L'ANNEXE 13-9 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (ART R.1334-20).....	5
LISTE B DE L'ANNEXE 13-9 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (ART R.1334-21).....	5
CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE	6
RAPPORTS PRECEDENTS	6
RESULTATS DETAILLES DU REPERAGE	7
LISTE DES PIECES VISITEES/NON VISITEES ET JUSTIFICATION	7
RESULTATS HORS CHAMP D'INVESTIGATION (MATERIAUX NON VISES PAR LA LISTE A OU LA LISTE B DE L'ANNEXE 13/9 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE)	7
COMMENTAIRES.....	7
ELEMENTS D'INFORMATION	8
ATTESTATION(S).....	20




**Rapport de mission de repérage des matériaux et produits
contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique «amiante»**
Selon liste(s) A et B

Mise à jour du :
29/09/2025

Nom de l'établissement ou du site
UT n°000254D BAT n°B 018

Dans le cadre de la mission décrit en tête de rapport, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante :

N° Local	Local	Etage	Elément	Zone	Matériau / Produit	Liste (A/B/C)	Méthode	Etat de dégradation	Photo
3	Toiture	Extérieur	Tôles ondulées	Toiture	Fibres ciment	B	Résultat d'analyse (P001)	Matériaux non dégradé	

Il est nécessaire d'avertir de la présence d'amiante toute personne pouvant intervenir sur ou à proximité des matériaux et produits concernés ou de ceux les recouvrant ou les protégeant

N° Local	Local	Etage	Elément	Zone	Matériau / Produit	Obligation

Les propriétaires soumis à une **obligation de travaux** doivent **transmettre au préfet de leur département**, dans un délai de **deux mois** suivant leur prise de connaissance de l'obligation de ces travaux l'objet des **mesures conservatoires** mises en œuvre dans l'attente de ces travaux, **et dans un délai de douze mois** un **calendrier de ces travaux obligatoires** et l'objet de ces travaux à réaliser.



**Rapport de mission de repérage des matériaux et produits
contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique «amiante»**
Selon liste(s) A et B

Mise à jour du :
29/09/2025

Nom de l'établissement ou du site
UT n°000254D BAT n°B 018

➔ **Recommandation(s) au propriétaire**

EP - Evaluation périodique :

N° Local	Local	Etage	Elément	Zone	Matériau / Produit
3	Toiture	Extérieur	Tôles ondulées	Toiture	Fibres ciment

Dans le cadre de la mission décrit en tête de rapport, il a été repéré des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante : après analyse, ils ne contiennent pas d'amiante.

Aucun

Liste des locaux non visité(s) et justification(s):

Aucun

Liste des locaux visités :

N°	Local / partie d'immeuble	Etage	Visitée	Justification
1	001-0	RDC	OUI	
2	Façades	Extérieur	OUI	
3	Toiture	Extérieur	OUI	

Liste des éléments non inspectés :

Néant

Liste des éléments ne contenant pas d'amiante :

Néant



Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique «amiante»

Selon liste(s) A et B

Mise à jour du :
29/09/2025

Nom de l'établissement ou du site
UT n°000254D BAT n°B 018

D PROGRAMME DE REPERAGE

La mission porte sur le repérage de l'amiante d'après la liste A et la liste B de matériaux figurant en annexe 13-9 du code de la santé publique.

L'opérateur communiquera au préfet les rapports de repérage de certains établissements dans lesquels il a identifié des matériaux de la liste A contenant de l'amiante dégradés, qui nécessitent des travaux de retrait ou confinement ou une surveillance périodique avec mesure d'empoussièrement. Cette disposition a pour objectif de mettre à la disposition des préfets toutes les informations utiles pour suivre ces travaux à venir et le respect des délais. Parallèlement, le propriétaire transmettra au préfet un calendrier de travaux et une information sur les mesures conservatoires mises en œuvre dans l'attente des travaux. Ces transmissions doivent également permettre au préfet d'être en capacité de répondre aux cas d'urgence (L.1334-16)

La mission porte sur le repérage de l'amiante dans les éléments suivants (liste A et liste B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique) :

Liste A de l'annexe 13-9 du code de la santé publique (Art R.1334-20)

COMPOSANT À SONDER OU À VÉRIFIER
Flocages
Calorifugeages
Faux plafonds

L'opérateur communiquera au préfet les rapports de repérage de certains établissements dans lesquels il a identifié des matériaux de la liste A contenant de l'amiante dégradés, qui nécessitent des travaux de retrait ou confinement ou une surveillance périodique avec mesure d'empoussièrement. Cette disposition a pour objectif de mettre à la disposition des préfets toutes les informations utiles pour suivre ces travaux à venir et le respect des délais. Parallèlement, le propriétaire transmettra au préfet un calendrier de travaux et une information sur les mesures conservatoires mises en œuvre dans l'attente des travaux. Ces transmissions doivent également permettre au préfet d'être en capacité de répondre aux cas d'urgence (L.1334-16)

Liste B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique (Art R.1334-21)

COMPOSANT DE LA CONSTRUCTION	PARTIE DU COMPOSANT À VÉRIFIER OU À SONDER
1. Parois verticales intérieures	
Murs et cloisons « en dur » et poteaux (périphériques et intérieurs). Cloisons (légères et préfabriquées), gaines et coffres.	Enduits projetés, revêtements durs (plaques menuiserie, amiante-ciment) et entourages de poteaux (carton, amiante-ciment, matériau sandwich, carton + plâtre), coffrage perdu. Enduits projetés, panneaux de cloisons.
2. Planchers et plafonds	
Plafonds, poutres et charpentes, gaines et coffres. Planchers.	Enduits projetés, panneaux collés ou vissés. Dalles de sol
3. Conduits, canalisations et équipements intérieurs	
Conduits de fluides (air, eau, autres fluides...) Clapets/volets coupe-feu Portes coupe-feu. Vide-ordures.	Conduits, enveloppes de calorifuges. Clapets, volets, rebouchage. Joints (tresses, bandes). Conduits.
4. Éléments extérieurs	
Toitures. Bardages et façades légères. Conduits en toiture et façade.	Plaques, ardoises, accessoires de couverture (composites, fibres-ciment), bardeaux bitumineux. Plaques, ardoises, panneaux (composites, fibres-ciment). Conduits en amiante-ciment : eaux pluviales, eaux usées, conduits de fumée.



Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique «amiante»

Selon liste(s) A et B

Mise à jour du :
29/09/2025

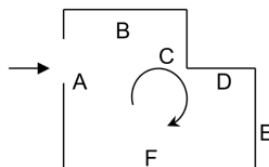
Nom de l'établissement ou du site
UT n°000254D
BAT n°B 018

E CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE

Date du repérage : 09/09/2025

Liste des écarts, adjonctions ou suppression d'information de la norme : /

Sens du repérage pour évaluer un local :



F RAPPORTS PRECEDENTS

Néant



**Rapport de mission de repérage des matériaux et produits
contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique «amiante»**
Selon liste(s) A et B

Mise à jour du :
29/09/2025

Nom de l'établissement ou du site
UT n°000254D BAT n°B 018

G RESULTATS DETAILLES DU REPERAGE

LISTE DES PIECES VISITEES/NON VISITEES ET JUSTIFICATION

N°	Local / partie d'immeuble	Etage	Visitée	Justification
1	001-0	RDC	OUI	
2	Façades	Extérieur	OUI	
3	Toiture	Extérieur	OUI	

Liste des éléments contenant de l'amiante après analyse :

N° Local	Local	Etage	Elément	Zone	Matériau / Produit	Méthode
3	Toiture	Extérieur	Tôles ondulées	Toiture	Fibres ciment	Résultat d'analyse (P001)

RESULTATS HORS CHAMP D'INVESTIGATION (matériaux non visés par la liste A ou la liste B de l'annexe 13/9 du code de la santé publique)

Néant

Liste des prélèvements :

Réf.	Date	Objet	A	PV amiante	Type amiante	Méthode d'analyse Amiante
P001	09/09/2025	Fibres ciment	Positif		Fibres d'amiante de type chrysotile	MOLP

COMMENTAIRES



Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique «amiante»

Selon liste(s) A et B

Mise à jour du :
29/09/2025

Nom de l'établissement ou du site
UT n°000254D BAT n°B 018

Néant

H ELEMENTS D'INFORMATION

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires), et d'autres pathologies non cancéreuses (épanchements pleuraux, plaques pleurales).

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble. L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.

Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation.

Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.

Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes, renseignez-vous auprès de votre mairie ou votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous consultez la base de données «déchets» gérée par l'ADEME directement accessible sur le site Internet www.sinoe.org



**Rapport de mission de repérage des matériaux et produits
contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique «amiante»**
Selon liste(s) A et B

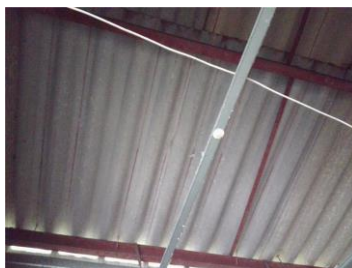
Mise à jour du :
29/09/2025

Nom de l'établissement ou du site
UT n°000254D BAT n°B 018

ANNEXE 1 – FICHE D'IDENTIFICATION ET DE COTATION

PRELEVEMENT : P001

Emplacement



Nom du client	Numéro de dossier	Pièce ou local
SNCF RESEAU	ESSET SAS DTA 000254D-B 018_LEVE COURT EX GARE_BODET 727028271	Extérieur - Toiture
Matériau	Date de prélèvement	Nom de l'opérateur
Fibres ciment	09/09/2025	BOUFATIS Tarek
Localisation		
Tôles ondulées - Toiture		
Résultat amiante		
Présence d'amiante (Fibres d'amiante de type chrysotile)		
Résultat de la grille d'évaluation		
Evaluation périodique		

DESCRIPTION DU PRELEVEMENT :

DETAIL DES COUCHES DU PRELEVEMENT :

Référence Couche	Description visuelle	Epaisseur (cm)
Fr1	Peinture non séparable + fibrociment gris avec fibres visibles	0

DETAIL DES RESULTATS :

Référence Couche	PV analyse Amiante	Conclusion amiante
Fr1		Fibres d'amiante de type chrysotile



**Rapport de mission de repérage des matériaux et produits
contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique «amiante»**

Selon liste(s) A et B

Mise à jour du :
29/09/2025




Nom de l'établissement ou du site
UT n°000254D BAT n°B 018

ANNEXE 2 – CROQUIS

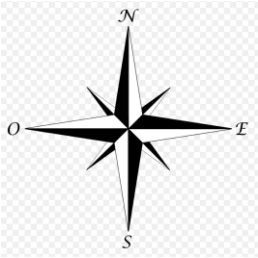
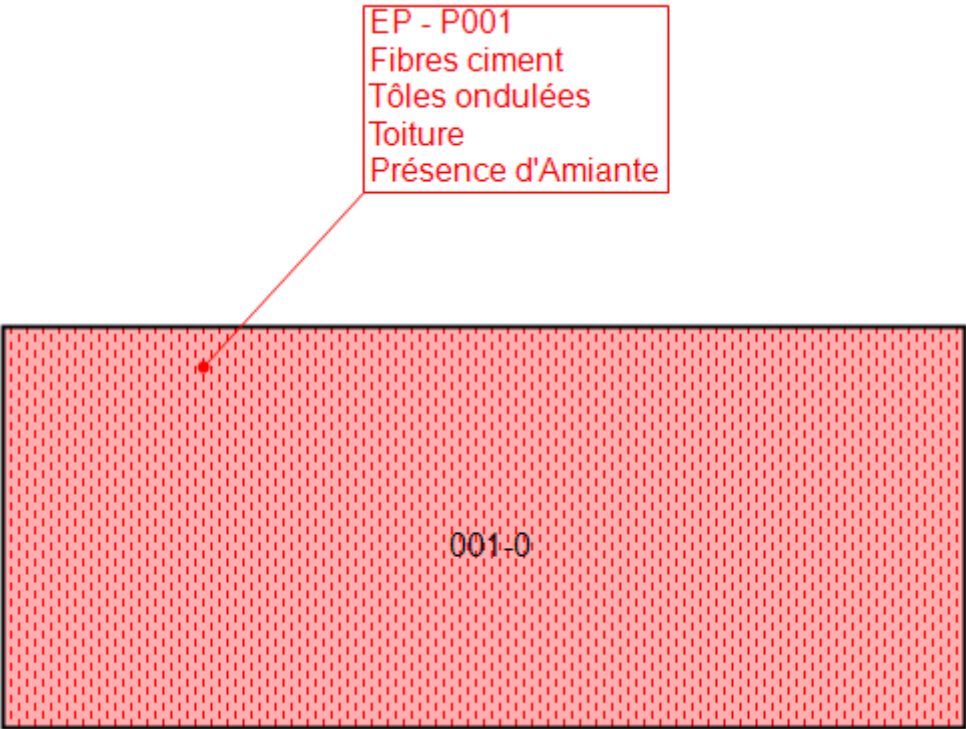


Planche de repérage
Technique / Usuel

Client :	SNCF RESEAU		
N° dossier :	RR_000254D_BB 018_2025_V1		
N° planche :	1/1	Version :	0
Type :			
Date :	29/09/2025		
Intervenant :	Tarek BOUFATIS		
Origine du plan :			
Titre :	PL-A_000254D_BB 018__2025_V1		
Adresse :	rue de la Gare 52150 LEVÉCOURT		
N° UT – N°Bat :	000254D	B 018	
Niveau	Ext - Toiture		
Commentaire :	Néant		

- Légende :**
-  Prélèvement négatif
 -  Prélèvement positif ou MPCA
 -  Plaque ondulée fibres-ciment amiantée

Plan de masse :





Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique «amiante»

Selon liste(s) A et B

Mise à jour du :
29/09/2025

Nom de l'établissement ou du site
UT n°000254D BAT n°B 018

LEGENDE				
Présence	A : Amiante	N : Non Amianté		a? : Probabilité de présence d'Amiante
Etat de dégradation des Matériaux	F, C, FP	BE : Bon état	DL : Dégradations locales	ME : Mauvais état
	Autres matériaux	MND : Matériau(x) non dégradé(s)		MD : Matériau(x) dégradé(s)
Obligation matériaux de type Flocage, calorifugeage ou faux-plafond (Résultat de la grille d'évaluation)	1	Faire réaliser une évaluation périodique de l'état de conservation		
	2	Faire réaliser une surveillance du niveau d'empoussièrement		
	3	Faire réaliser des travaux de retrait ou de confinement		
Recommandations des autres matériaux et produits. (Résultat de la grille d'évaluation)	EP	Evaluation périodique		
	AC1	Action corrective de premier niveau		
	AC2	Action corrective de second niveau		



Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique «amiante»

Selon liste(s) A et B

Mise à jour du :
29/09/2025

Nom de l'établissement ou du site
UT n°000254D BAT n°B 018

EVALUATION DE L'ETAT DE CONSERVATION DES MATERIAUX ET PRODUITS DE LA LISTE A

Conclusions possibles	
Score 1	Faire réaliser une évaluation périodique de l'état de conservation
Score 2	Faire réaliser une surveillance du niveau d'empoussièrement
Score 3	Faire réaliser des travaux de retrait ou de confinement

« Score 1 »

- si le résultat correspond à « N = 1 », le propriétaire doit faire réaliser une surveillance périodique de l'état du matériau tous les trois ans ;

« Score 2 »

- si « N = 2 », le propriétaire doit faire vérifier le niveau d'empoussièrement. Cette mesure doit être effectuée par un laboratoire accrédité. Si le niveau mesuré est supérieur à 5 fibres par litre dans l'air, des travaux doivent être engagés ;

« Score 3 »

- si « N = 3 », des travaux doivent être entrepris (retrait ou confinement des matériaux amiantés) et achevés dans les trois ans à partir de la date de réception du diagnostic. Dans l'attente des travaux, des mesures conservatoires doivent être mises en œuvre sans délai afin d'assurer un niveau d'empoussièrement inférieur à 5 fibres par litre dans l'air.

(*) Selon l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage, l'évaluation de l'état de conservation des flocages, calorifugeages et faux plafonds contenant de l'amiante est caractérisé par un score 1, 2 ou 3, donnant lieu à des prescriptions différentes :



Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique «amiante»

Selon liste(s) A et B

Mise à jour du :
29/09/2025

Nom de l'établissement ou du site
UT n°000254D BAT n°B 018

EVALUATION DE L'ETAT DE CONSERVATION DES MATERIAUX ET PRODUITS DE LA LISTE B

**En cas de présence avérée d'amiante dans un matériaux de liste B,
A compléter pour chaque pièce ou zone homogène de l'immeuble bâti**

Conclusions possibles	
EP	Evaluation périodique
AC1	Action corrective de 1 ^{er} niveau
AC2	Action corrective de 2 nd niveau

« Evaluation périodique »

Lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations qu'il présente et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le matériau ou produit.

Cette évaluation périodique consiste à :

- a) contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas, et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
- b) rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.

« Action corrective de premier niveau »

Lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations et l'évaluation du risque de dégradation conduisent à conclure à la nécessité d'une action de remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés.

Rappel : l'obligation de faire intervenir une entreprise certifiée pour le retrait ou le confinement ou pour les autres opérations de maintenance.

Cette action corrective de premier niveau consiste à :

- a) rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ;
- b) procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante ;
- c) veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux ou produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
- d) contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que, le cas échéant, leur protection, demeurent en bon état de conservation.

« Action corrective de second niveau »

Qui concerne l'ensemble d'une zone, de telle sorte que le matériau ou produit ne soit plus soumis à aucune agression ni dégradation.

Cette action corrective de second niveau consiste à :

- a) prendre, tant que les mesures mentionnées au c) n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation, et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante. Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique ;
- b) procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée ;
- c) mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;
- d) contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.



Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique «amiante»

Selon liste(s) A et B

Mise à jour du :
29/09/2025

Nom de l'établissement ou du site
UT n°000254D BAT n°B 018

EVALUATION DE L'ETAT DE CONSERVATION DES MATERIAUX LISTE B N° 1

En cas de présence avérée d'amiante dans les matériaux
A compléter pour chaque pièce ou zone homogène de l'immeuble bâti

Eléments d'information généraux	
N° de dossier	EP-A_000254D_B 018_2025_V1
Date de l'évaluation	09/09/2025
Bâtiment	000254D
Etage	Extérieur
Pièce ou zone homogène	Toiture
Elément	Tôles ondulées
Matériau / Produit	Fibres ciment
Repérage	Toiture
Destination déclarée du local	Toiture
Recommandation	Evaluation périodique

Etat de conservation du matériau ou produit			Risque de dégradation	
Protection physique	Etat de dégradation	Etendue de la dégradation	Risque de dégradation lié à l'environnement du matériau	Type de recommandation
Protection physique étanche <input type="checkbox"/>	Matériau non dégradé <input checked="" type="checkbox"/>		Risque de dégradation faible ou à terme <input checked="" type="checkbox"/>	EP
			Risque de dégradation rapide <input type="checkbox"/>	AC1
Protection physique non étanche ou absence de protection physique <input checked="" type="checkbox"/>	Matériau dégradé <input type="checkbox"/>	Ponctuelle <input type="checkbox"/>	Risque faible d'extension de la dégradation <input type="checkbox"/>	EP
			Risque d'extension à terme de la dégradation <input type="checkbox"/>	AC1
			Risque d'extension rapide de la dégradation <input type="checkbox"/>	AC2
		Généralisée <input type="checkbox"/>		AC2



Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique «amiante»

Selon liste(s) A et B

Mise à jour du :
29/09/2025

Nom de l'établissement ou du site
UT n°000254D BAT n°B 018

ANNEXE 4 – RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ

Les recommandations générales de sécurité (Arrêté du 21 décembre 2012)

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante. Ces mesures sont inscrites dans le dossier technique amiante et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application des dispositions de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique. La mise à jour régulière et la communication du dossier technique amiante ont vocation à assurer l'information des occupants et des différents intervenants dans le bâtiment sur la présence des matériaux et produits contenant de l'amiante, afin de permettre la mise en œuvre des mesures visant à prévenir les expositions. Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées. Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

1. Informations générales

a) Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres.

Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'empoussièrement important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérogènes, comme la fumée du tabac.

b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérogène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997. En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises. Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés. De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.



Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique «amiante»

Selon liste(s) A et B

Mise à jour du :
29/09/2025

Nom de l'établissement ou du site
UT n°000254D BAT n°B 018

2. Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations. Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du 1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil. Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travaillermieux.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante. L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente. Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation. Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : www.amiante.inrs.fr. De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination. Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement. Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

a. Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret no 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses. Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.



Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique «amiante»

Selon liste(s) A et B

Mise à jour du :
29/09/2025

Nom de l'établissement ou du site
UT n°000254D BAT n°B 018

b. Apport en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie. A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

c. Filières d'élimination des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées. Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets. Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : www.sinoe.org.

e. Traçabilité

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA no 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification). Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets. Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.



Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique «amiante»

Selon liste(s) A et B

Mise à jour du :
29/09/2025

Nom de l'établissement ou du site
UT n°000254D BAT n°B 018

ANNEXE 5 – PROCES VERBAUX D'ANALYSE

E.26459786.0.PDF



1 Rue Graham Bell - Technopole 2000
57070 METZ
Tél : 03.87.35.83.50
Fax : 03.87.35.50.60
www.itga.fr



Accréditation n° 1-6091
Portée disponible
sur www.cofrac.fr



L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation qui sont identifiés par le symbole :

RAPPORT D'ESSAI N° IT032509-6231 EN DATE DU 23/09/2025 RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR UN PRELEVEMENT DE MATERIAU

Ce rapport d'essai ne concerne que les échantillons soumis à l'analyse tels qu'ils ont été reçus au laboratoire.

Client :

TUV SUD FRANCE SAS (AGENCE GRAND EST)
M. Tarek BOUFATIS
3 rue Marconi
57070 METZ

Prélèvement :

Commande ITGA : IT0325-11431
Echantillon ITGA : IT032509-6231
Reçu au laboratoire le : 18/09/2025

Réf. Client :

Le laboratoire n'est pas responsable des données fournies par le client qui sont simplement retranscrites ci-dessous.

Commande	ESSET SAS DTA 000254D-B 018_LEVEECOURT EX GARE_BODET 727028271--299--448--273-112210130
Dossier client	SNCF RESEAU + LEVEECOURT EX GARE - EMC2 - rue de la Gare - 52150 - LEVEECOURT
Echantillon	P001 - Fibres ciment - Extérieur - Toiture - Toiture - Tôles ondulées
Description ITGA	Peinture / Fibrociment gris avec fibres visibles

Préparation

Effectuée de façon à être représentative de l'échantillon conformément à l'arrêté du 1er octobre 2019 :
- Pour une analyse au Microscope Optique à Lumière Polarisée (MOLP) : Prélèvement et montage adapté sur lame de microscopie

Technique Analytique

- Microscopie Optique à Lumière Polarisée (parties pertinentes de la norme NF ISO 22262-1) : Morphologie et critères optiques
La détection de fibres d'amiante optiquement observables est garantie si la teneur est supérieure ou égale à 0,1 % en masse.

Résultat :

Fraction Analysée	Technique analytique (Méthode de préparation et date d'analyse)	Résultat	Variété d'amiante	Éléments analytiques
Peinture non séparable + Fibrociment gris avec fibres visibles	MOLP le 23/09/2025 Nombre de préparations : 1 Nombre de supports d'analyse : 1	Présence de fibres d'amiante	Chrysotile	Analyste : MRH (1)

(1) Pour les couches non-séparables et identifiées comme telles, la limite de détection est garantie sur la prise d'essai. La limite de détection est garantie sur chaque couche si la prise d'essai contient au plus 2 couches en quantité suffisante pour analyse.

Les couches formalisées en gras dans la description ITGA ont été identifiées par le laboratoire alors qu'elles n'avaient pas été distinguées par le client. Si les couches étaient susceptibles de contenir de l'amiante par nature elles ont fait l'objet d'une analyse.

Dans le cas d'une demande d'analyse de couche(s) spécifique(s), seules les couches non distinguables à l'œil nu par le client, ont été analysées.

Validé par : Mattéo DAL DEGAN Analyste

La reproduction de ce rapport d'essai n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire.
Sauf demande particulière et écrite du client, les échantillons sont conservés pendant 6 mois et les rapports pendant 10 ans.

DTA 164 rev 26

Page 1 / 1



**Rapport de mission de repérage des matériaux et produits
contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique «amiante»**
Selon liste(s) A et B

Mise à jour du :
29/09/2025

Nom de l'établissement ou du site
UT n°000254D BAT n°B 018

ATTESTATION(S)



Attestation d'Assurance

Nous, soussignés, **ALLIANZ GLOBAL CORPORATE & SPECIALTY SE**, succursale en France, située 1 Cours Michelet - CS 30051 - 92076 PARIS LA DEFENSE CEDEX, certifions par la présente que la société :

TÜV SÜD FRANCE
42 CHEMIN DU MOULIN CARRON
69130 ECULLY

et ses Filiales ou assimilées sont titulaires d'un contrat d'assurance Responsabilité Civile portant le n° **FRL00025325**.

Cette police garantit les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile que les sociétés pourraient encourir du fait de leurs activités ci-après :

Diagnostic Amiante

- Repérage Amiante Avant Travaux
- Diagnostics Amiante Avant Démolition
- Repérage amiante pour constitution de Dossier Amiante Parties Privatives et de Dossier Technique Amiante,
- Mise à jour de Dossier Amiante Parties Privatives et de Dossier Technique Amiante,
- Réalisation et vérification périodiques des états de conservations des produits et matériaux contenant de l'amiante.
- Repérage amiante avant-vente.
- Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les ouvrages de génie civil, infrastructures de transport et réseaux divers.
- Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les installations, structures ou équipements concourant à la réalisation ou à la mise en œuvre d'une activité
- Constitution du Dossier de Traçabilité et de Cartographie Amiante.
- Examens Visuels des surfaces traitées après travaux de traitement de matériaux et produits contenant de l'amiante.
- Mesure de la concentration des fibres d'amiante dans l'air des immeubles bâtis.
- Mesures d'exposition à l'amiante des travailleurs à leurs poste de travail.

Autres Diagnostics

- Dépistage RADON au code de la Santé Public et code du Travail.
- Diagnostic Produit-Équipement-Matériaux-Déchet issus du bâtiment (PEMD).
- Prélèvement pour analyses pour recherche des Hydrocarbures Polycyclique Aromatiques (HAP) dans les enrobés.
- Diagnostics de l'état de l'installation intérieure de GAZ /D'électricité.
- Etat de risques et Pollutions (ERP)
- Diagnostic de Performances Energétiques (DPE)
 - Vente / location
 - Existant / Neuf
- Audit Energétique
- Etat relatif à la présence de Termites dans le bâtiment (Cadre du DDT)
- Etat relatif à la présence de Mérule dans le bâtiment.
- Etat Parasitaires / Etat Mérule (Hors DDT)
- Constat des Risques d'Exposition au Plomb. (CREP)

Allianz Global Corporate & Specialty SE
Succursale en France
1 cours Michelet - CS 30051
92076 Paris La Defense Cedex
487 424 608 RCS Nanterre
N° TVA intracommunautaire FR 00 487 424 608

Siège social :
Königsplatz 28
80802 Munich
Allemagne

Société Européenne immatriculée en Allemagne sous le N° HRB 208312
Entreprise soumise au contrôle de la Bundesanstalt für
Finanzdienstleistungsaufsicht
Grauhofendorfer Strasse 108 - 53117 Bonn, Allemagne
www.agcs.allianz.com

TUV SUD FRANCE SAS - Agence de METZ
3 Rue MARCONI - 57070 METZ



**Rapport de mission de repérage des matériaux et produits
contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique «amiante»**
Selon liste(s) A et B

Mise à jour du :
29/09/2025

Nom de l'établissement ou du site
UT n°000254D BAT n°B 018



- Repérage Plomb – Recherche de plomb avant travaux dans les revêtements et matériaux et produits de constructions.
- Diagnostic Plomb Après travaux
- Diagnostic de Risque d'Intoxication aux Peintures contenant du Plomb (DRIPP)
- Mesurage Loi Carrez / Boutin / Alur / Certificats de superficie.
- Prélèvement pour analyse des poussières et revêtements pour recherche de plomb.
- Prélèvements pour analyses des polluants du bâtiment (FCR, Silice, etc.)
- Diagnostic Technique Global (DTG)
- Evaluation des Moyens d'Aération (EMA)
- Diagnostic accessibilité des handicapés (ERP existant)

Toutes missions connexes d'assistance technique et/ou de conseil.
Audit technique du patrimoine bâti.
Expertise Pollution des Soils.

D'autre part, il est précisé que toute activité de conseil et de diagnostic liée à l'amiante, au plomb et aux déchets avant démolition, sont garantis.

MONTANTS DES GARANTIES

Responsabilité Civile Exploitation et Responsabilité Civile Après Livraison de Produits, Réception de Travaux ou exécution de prestation confondues	
<input type="checkbox"/> Dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs confondus Dont :	1.000.000 EUR par année d'assurance
- Dommages en cas d'Atteinte à l'Environnement accidentelle	1.000.000 EUR par année d'assurance
- Dommages immatériels non consécutifs (Uniquement dans le cadre de la garantie Responsabilité Civile Professionnelle)	1.000.000 EUR par année d'assurance
- Responsabilité Civile Professionnelle	1.000.000 EUR par année d'assurance

Période de validité du contrat du 01/01/2025 au 31/12/2025 inclus.

La présente attestation est établie pour servir et valoir ce que de droit et ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Fait à Paris le 09/01/2025
Guillaume Théophile

Allianz Global Corporate & Specialty SE
Succursale en France
1 cours Michélet - CS 30051
92078 Paris La Defense Cedex
487 424 606 RCS Nanterre
N° TVA intracommunautaire FR 00 487 424 606

Siège social :
Königsplatz 28
80802 Munich
Allemagne

Société Européenne immatriculée en Allemagne sous le N° HRB 208312
Entreprise soumise au contrôle de la Bundesanstalt für
Finanzdienstleistungsaufsicht
Grauhendelstraße 108 - 53117 Bonn, Allemagne
www.agcs.allianz.com



Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique «amiante»

Selon liste(s) A et B

Mise à jour du :
29/09/2025

Nom de l'établissement ou du site
UT n°000254D BAT n°B 018

CERTIFICAT DE QUALIFICATION



Certificat de compétences Diagnosticteur Immobilier

N° CPDI4953 Version 005

Je soussignée, Juliette JANNOT, Directrice Générale d'I.Cert, atteste que :

Monsieur BOUFATIS Tarek

Est certifié(e) selon le référentiel I.Cert en vigueur (CPE DI DR o6 (cycle de 7 ans)), dispositif de certification de personnes réalisant des diagnostics immobiliers pour les missions suivantes :

Amiante avec mention	Amiante Avec Mention (1) Date d'effet : 30/11/2023 - Date d'expiration : 29/11/2030
Amiante sans mention	Amiante Sans Mention (1) Date d'effet : 30/11/2023 - Date d'expiration : 29/11/2030
Electricité	Etat de l'installation intérieure électrique (1) Date d'effet : 21/12/2022 - Date d'expiration : 20/12/2029
Gaz	Etat de l'installation intérieure gaz (1) Date d'effet : 23/11/2022 - Date d'expiration : 22/11/2029
Plomb	Plomb : Constat du risque d'exposition au plomb (1) Date d'effet : 21/12/2022 - Date d'expiration : 20/12/2029

En foi de quoi ce certificat est délivré, pour valoir et servir ce que de droit.

Ce certificat n'implique qu'une présomption de certification. Sa validité peut être vérifiée à l'adresse

<https://www.icert.fr/liste-des-certifies/>

Valide à partir du 30/11/2023.

(1) Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification



Certification de personnes
Diagnosticteur
Portée disponible sur www.icert.fr

Parc d'Affaires, Espace Performance – Bât K – 35760 Saint-Grégoire



CPE DI FR 11 rev18



Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique «amiante»

Selon liste(s) A et B

Mise à jour du :
29/09/2025

Nom de l'établissement ou du site
UT n°000254D BAT n°B 018



Ajouter de la valeur.
Inspirer confiance.

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Déclaration sur l'honneur – Article R271-3 CCH Je soussigné, **BOUFATIS Tarek**, opérateur en diagnostics immobiliers au sein de la société TUV SUD France située au **Ecotech 3 rue Marconi 57070 Metz**, exerçant conformément à l'application de l'article L271-6 du Code de la Construction et de l'Habitation, atteste sur l'honneur que :

La présente prestation est réalisée en totale indépendance et impartialité ; Je dispose des compétences requises pour effectuer les diagnostics réglementaires :

- AMIANTE AVEC et SANS MENTION et GAZ ELEC et PLOMB.
Organisme certificateur ICERT

Je dispose des moyens et veilles techniques appropriés requis par les textes réglementaires.

Ma société a souscrit une assurance, couvrant les éventuelles conséquences qui pourraient résulter de mon intervention, auprès de la compagnie ALLIANZ MUNICH sous le n° de police **FRL00025325**. Ce contrat est valide du 01/01/2025 au 31/12/2025.

J'ai conscience que toute fausse déclaration ainsi que toute intervention effectuée en violation des contraintes légales est passible de sanctions pénales d'un montant de 1 500 euros par infraction constatée, le double en cas de récidive.

Fait à METZ, Le 02/01/2025

Textes réglementaires de référence : Code de la Construction et de l'Habitation, articles R271-3 et R271-6 ; Décret n°2006-1114 du 5 septembre 2007 relatif aux diagnostics techniques immobiliers et modifiant le code de la construction et de l'habitation et le code de la santé publique.

Tarek BOUFATIS

TÜV SÜD France
Industrie et Management Services
Immobilité Eco - 3 Rue Marconi
F 57070 Metz Technopole
SIREN 522 226 356

Document TÜV SÜD Reproduction interdite.